Internationalisme

mercredi 13 novembre 2019, par Denis COLLIN

Le mot internationalisme a un sens très clair. Il désigne le rapport entre les nations. Si la Manifeste du Parti de Communiste de 1848 annonçait que « les ouvriers n'ont pas de patrie » et donc « prolétaires de tous les pays unissez-vous », il s'agissait d'abord de prendre acte d'une situation où la bourgeoisie considérait les ouvriers comme des apatrides, puisque, la plupart du temps, ils n'étaient pas considérés comme des citoyens (le suffrage universel masculin n'est gagné en France qu'en 1848 et au Royaume-Uni en 1867). Mais dans le même temps, Marx et Engels, à l'encontre des anarchistes donnaient comme tâche aux partis ouvriers la conquête du pouvoir d'État. Et ainsi ils se donneraient une patrie. Il s'agissait, en deuxième lieu, de refuser les guerres entre nations et de réaffirmer l'engagement des ouvriers de tous les pays à s'unir contre la bourgeoisie. Ce fut d'ailleurs la doctrine de tous les partis socialistes jusqu'en ce funeste mois d'août 1914.

Mais l'internationalisme n'est ni le mondialisme ni le cosmopolitisme. Pour qu'il y ait internationalisme, il faut des nations ! L'internationalisme est la reconnaissance des nations et la revendication de leur égalité. Marx le dit et le répète : « un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre ». Et donc les ouvriers anglais ne pourraient s'émanciper que lorsque l'Irlande serait libre ! Au meeting de Saint-Martin's Hall, en 1864, lorsque fut fondée l'Association Internationale des travailleurs, la première Internationale, était à l'ordre du jour la libération nationale de l'Irlande et de la Pologne, deux nations qui tenaient particulièrement au cœur des « pères fondateurs » du mouvement ouvrier international.

À l'inverse, le capitalisme est mondialiste, car son expansion est sans limites, ni politiques, ni morales. Les capitalistes états-uniens considèrent que la seule nation ayant droit à l'existence est celle qu'ils dominent complètement et que les autres doivent leur être asservies. Les impérialismes en général nient les droits des nations qu'ils envahissent ou décomposent de l'intérieur jusqu'à en contrôler tous les rouages en s'appuyant sur les classes dominantes locales, ces bourgeoisies « compradores » d'acheteurs achetés, comme on le voit avec la plus grande clarté en Amérique du Sud. Mais, autant que possible, le capitalisme aimerait bien se passer des États-nations. C'est pourquoi la destruction des plus vieux États-nations est à l'ordre du jour sur le continent européen, via cette machine de guerre atlantiste qu'est l'Union Européenne.

Il y a donc deux règles de base de l'internationalisme : premièrement, défendre la souveraineté nationale de sa propre nation, deuxièmement interdire à son propre État d'engager des guerres de conquête et toute forme d'impérialisme. Ces deux règles sont indissociables.

Un citoyen ne peut être libre que dans une république libre. Cette maxime du républicanisme suppose que l'on s'oppose à toute soumission à l'égard de quelque puissance extérieure, mais également à toute les formes de désagrégation intérieure de la communauté politique par les diverses factions « communautaristes » ou religieuses.